

“ Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

DOCTRINE DU DROIT, HISTOIRE DU DROIT, TRAITÉS INTERNATIONAUX

LA NEUTRALITÉ DE LA BRETAGNE EN DROIT INTERNATIONAL PUBLIC



Date : 22 mars 2019 Author: idbzh © 0 Commentaires

DOCTRINE DU DROIT, DE NEUTRALITÉ DE LA BRETAGNE, par Visan Ar Floc'h – Bach.

A l'instar de la Suisse, et même précédant la Confédération Helvétique de près de deux siècles, la Bretagne est juridiquement une Nation neutre en Droit International public.

La connaissance de ce Droit, apporte aux Bretons les armes juridiques pour revendiquer plus encore leurs Droits en qualité de Peuple national, dont le territoire identifié dit de Bretagne est occupé par l'État français sans Droits ni Titres de prétentions depuis au moins 1794, sinon depuis l'édit illégal de 1532.

Autrement plus intimiste, notre connaissance actuelle permet la prise de conscience de fils rouges, diplomatique et politique, ancestraux, aptes à une expression moderne renouvelée.

I. La Neutralité d'une Nation en Droit international

La neutralité passée, historique, fusse-t-elle perpétuelle ou contextuelle, est acceptée comme se poursuivant de coutume dans les codifications modernes, et régie par la Vè convention de la Haye de 1907.

L'article premier de la Vè convention de la Haye est explicite : « Le territoire des Puissances neutres est inviolable » ;

Les article 5 et 10 délimitent quant à eux les possibilités légales et légitimes des Nations neutres quant à agir contre une violation de neutralité :

Article 5 : « Une Puissance neutre ne doit tolérer sur son territoire aucun des actes visés par les articles 2 à 4. Elle n'est tenue de punir des actes contraires à la neutralité que si ces actes ont été commis sur son propre territoire. »

Article 10 : « Ne peut être considéré comme un acte hostile le fait, par une Puissance neutre, de repousser, même par la force, les atteintes à sa neutralité. »

Une profonde réflexion doit naître de nos Droits, en se gardant des lectures littérales, et nous préparer à la diffusion, la revendication et l'affirmation des connaissances juridiques qui garantissent à la Nation bretonne d'affirmer sa souveraineté juridique.

II. La neutralité bretonne dans l'Histoire

Nous connaissons tous parfaitement l'exemple de la neutralité de la Suisse. En Droit, et dans l'Histoire, les contours coutumiers et donc juridiques apparaissent être grossièrement les mêmes en Bretagne. La Guerre de succession de Bretagne (1341-1364) sera l'élément déclencheur d'une volonté de neutralité perpétuelle.

Nous pouvons facilement trouver, en quelques clics sur internet, pléthore d'informations inutiles concernant l'histoire bretonne, comme tout autant d'indices des réalités politiques et diplomatiques ayant cours sous le règne des Ducs de Bretagne, face à l'appétit français :

« Ayant bien perçu que le duché souhaite la neutralité dans la guerre de Cent Ans, Jean IV s'attache à développer un état moderne et fait prospérer la principauté » ; (wikipedia)

« La noblesse bretonne tend à la neutralité après le long conflit qui a déchiré le duché » ; (Wikipédia)

La guerre de cent ans n'étant ni plus ni moins qu'une guerre civile française, et ne concernant la Bretagne que de loin, du fait d'un rapport alors étroit avec l'Angleterre. Nota bene : nos ancêtres n'y auront d'ailleurs jamais participé, contrairement à ce que l'Education Nationale française nous enseignera ensuite dans « nos » ou plutôt SES écoles !

Pour la matière qui nous intéresse ici, les preuves irréfutables ne manqueront jamais quant à établir la Doctrine bretonne relative au Droit de Neutralité, à commencer par un acte fondateur de la Neutralité bretonne, et par suite d'analyses à venir sans doute la Neutralité sur Terre : le Traité de Guérande de 1381, qui scelle ainsi juridiquement la première clause juridique écrite connue quant à l'observance du Droit de Neutralité.

Ainsi, et fait remarquable, l'ensemble des historiens bretons comme français qui auront traité – même en surface – le sujet-ci, font clairement état de la politique de neutralité militaire des Ducs de Bretagne, notamment Jean V Le Sage (1389-1442) ou François II (1433-1488) dans un objectif défensif.

La quasi totalité des Souverains bretons, qui précèdent le Traité de Guérande, se seront d'ailleurs illustrés dans une quête de neutralité du Duché, dont les frontières resteront quasi inchangées au cours des siècles depuis le dernier Roi de Bretagne Alain Barbetorte, également argument principal de la volonté actuelle de conserver l'unité territoriale bretonne (voir Réunification).

Citons une référence en matière d'histoire du Droit, pour nous assurer de nos propos : « La Bretagne médiévale, sous le gouvernement de ses Ducs, n'a eu de cesse que de se tenir à l'écart, par une politique de sage neutralité, des guerres franco – anglaises. », Dr Louis Melennec, dans son article doctrinal du 20/10/2010.

Au même titre que l'Irlande est considérée en Droit international comme Nation neutre, de coutume comme par son Droit constitutionnel – et notamment pour sa politique de neutralité durant le second conflit mondial (confiscation des moyens de communication anglais, fermeture aux anglais de l'accès aux ports et infrastructures nationales etc.) -, la Bretagne a également toujours fait preuve d'une neutralité engagée ; François 1er de France lui-même n'osera défier la neutralité bretonne dans la rédaction de son édit, dit (plus tard) « traité d'union des couronnes de France et de Bretagne », en août 1532 ; laissant alors aux Bretons l'apparence d'avantages afin de se gérer eux-mêmes et fait notable : de choisir en âme et conscience d'aller en guerre ou non pour la France.

Cet édit ne sera jamais respecté sur ce point par la France, les faits ayant largement été démontrés par Dr Louis Melennec au long de ses articles de Doctrine historiques et juridiques, notamment au fil du Livre bleu de la Bretagne dont il est l'auteur principal. Ainsi, plus de 300 000 Bretons seront sacrifiés contre leurs droits ignorés de Souveraineté et de Neutralité, en l'espace de moins de 100 ans de conflits, durant la guerre franco-prussienne et les deux guerres mondiales.

La France, violant le traité de paix franco-breton de 1499, puis son propre édit érigé en traité (non consentis par les Bretons), a donc également atteint au Droit de neutralité de la Nation bretonne.

Les pratiques militaires et habitudes, loin d'être des coutumes bretonnes, en territoire armoricain, relèvent donc des sanctions prévues par la Ve convention de la Haye du 18 octobre 1907, à savoir que les Bretons peuvent et doivent en Droit :

- interdire l'exportation ou le transit de matériel militaire au profit d'une partie belligérante. En revanche, ils peuvent autoriser le transit de blessés ou de malades à condition que les moyens de transport n'acheminent pas, ailleurs, ni combattant, ni matériel militaire.

- restreindre ou interdire aux parties belligérantes, l'usage des télécommunications ; régler explicitement l'accès à l'espace neutre. Toutefois, cette réglementation doit tenir compte des règles concernant la circulation dans les détroits et les eaux archipélagiques. Elle doit faire l'objet d'une notification aux parties belligérantes.

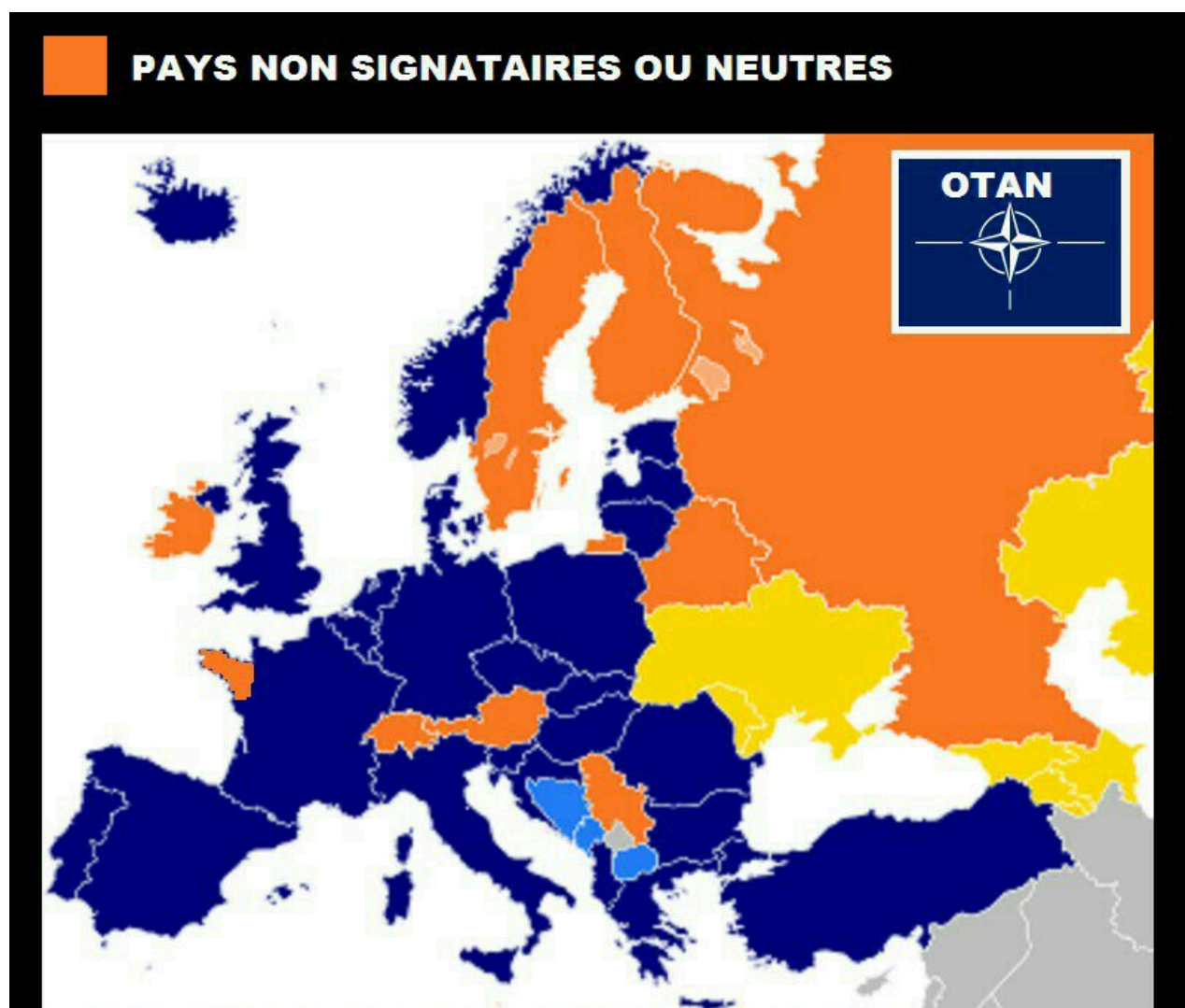
Ces faits coutumiers, tant historiques que juridiques, garantiront de vifs débats politiques du maintien ou non de la tradition bretonne d'observer telle neutralité... ou le refus catégorique de nos élites politiques de reconnaître le Droit, au profit de manoeuvres extra-nationales : européisme extrémiste, alliances politiques transnationales etc.

Aux Bretons en toutes circonstances de garder les yeux ouverts et de murir réflexions perpétuelles.

Le Droit de Neutralité, qui pourra plus après être détaillé, nous pousse à envisager une saine alliance entre nos traditions de gouvernance et diplomatiques, nos stratégies et idéologies contemporaines, pacifistes et légalistes, ainsi que nos nécessités de nous assurer notre entrée dans le concert des Nations, en conscience et avec tout le pragmatisme nécessaire.

La Bretagne a un Grand Avenir devant elle : l'autogestion de son territoire, en toute Souveraineté, dont les conditions et délimitations juridiques sont aujourd'hui parfaitement connues, documentées et largement commentées pour être ignorées ou reléguées aux calendres grecques.

Il convient d'y parvenir, ou mourir collectivement. Certains aveugleront le Peuple breton par le déni, la souillure crasse de laquelle nos élites francisées et loyalistes à l'occupant nous assénent quotidiennement.



« Tout travail mérite salaire » Aidez nos auteurs à vivre de leurs recherches et travaux, en faisant un DON à l'Institut :



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.